

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 33/3 (2006)

DOI: 10.11588/fr.2006.3.50214

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

pour leur propre gloire. Procédant par petites touches littéraires assorties de souvenirs personnels, il suggère que les Allemands de l'après-guerre ont réagi à la catastrophe en faisant appel à leur référent culturel. D'où les nombreux poncifs et lieux communs que l'on rencontre dans la littérature comme dans les témoignages oraux ou écrits. Les descriptions des villes allemandes au moment des bombardements sont inspirées des grandes pages sur les incendies de Londres au XVIII^e siècle ou de Moscou au début XIX^e, issus de la culture classique ou romantique. Au lieu de prendre la pleine mesure de la destruction, de mettre en mots les images indicibles de la panique et des cadavres, les témoins ont trouvé refuge dans la musique allemande, l'esthétisme, l'onirisme, le thème de l'apocalypse et de la renaissance, le respect des élites et de la société patriarcale.

N'y a-t-il pas, dans cette amnésie collective, au-delà de la volonté respectable de taire les souvenirs traumatisants, la résurgence de l'héritage *völkisch*? La fierté de la reconstruction à partir de zéro, la réalité du «miracle économique allemand», le refus de parler du traumatisme subi ne permettent-ils pas de prouver la permanence de la force morale du peuple, de ce sentiment de grandeur qui s'inscrit dans une continuité séculaire? Ce livre profondément évocateur ne fait qu'effleurer les grandes questions, sans argumenter, mais il ouvre, par le biais de la critique littéraire, des perspectives totalement inédites pour l'histoire des peuples dans la guerre. Le bombardement des populations civiles, loin de provoquer des paniques qui contraindraient les gouvernements à abdiquer, comme le supposaient naïvement ses précurseurs, suscite un endurcissement imprévisible qui rend inéluctable l'engrenage de la destruction. Des deux côtés, le sentiment de puissance est galvanisé: puissance de détruire d'un côté, puissance de subir et de renaître de l'autre. Sebald recherche ainsi, et trouve parfois, enfouis sous les décombres, ces sentiments qui semèrent la violence dans l'Europe de la première moitié du XX^e siècle. Son deuxième texte sur l'écrivain Alfred Andersch, démontre ainsi de manière particulièrement incisive l'imprégnation quasi-inconsciente de l'idéologie dans une œuvre littéraire d'après-guerre. L'ensemble de ce petit recueil présente un caractère un peu disparate et inachevé qui peut déconcerter les historiens, ils y trouveront cependant une hauteur de vue exceptionnelle et certaines pages splendides et courageuses qui sont une invitation à poursuivre la recherche.

Claude D'ABZAC-EPEZY, Vincennes

Sybille STEINBACHER, *Auschwitz. Geschichte und Nachgeschichte*, München (C. H. Beck) 2004, 128 p., 1 ill. (Wissen), ISBN 3-406-50833-2, EUR 7,90.

La commémoration du 60^e anniversaire de la libération d'Auschwitz a suscité un nombre étourdissant d'ouvrages. La synthèse de Steinbacher, collaboratrice de Norbert Frei à l'université Friedrich-Schiller à Iéna, part d'un paradoxe historiographique, également relevé par Annette Wieworka pour la France: l'absence de monographie consacrée aux camps d'Auschwitz. Steinbacher croise l'histoire des camps d'Auschwitz et celle de la ville, modèle de la germanisation à l'est voulu par les nazis. Dix chapitres chronologiques appuyés sur un appareil critique (cartes, bibliographie sélective, index des noms propres) rendent l'ouvrage très maniable.

L'auteur s'intéresse à l'évolution du camp en centre de mise à mort de plus d'un million de personnes (dont 88% de juifs). Elle distingue ce qui relève du projet idéologique du III^e Reich de ce qui ressortit à une dynamique locale. Le camp ouvert en 1940 (Auschwitz I à partir de 1943) sur un ancien centre pour migrants sert à la «détention préventive» des opposants politiques polonais, les nazis tirant profit des aménités du lieu. Le projet d'une usine IG-Farben au printemps 1941 modifie l'organisation de cette «zone d'intérêt du camp» avec l'ouverture en octobre 1942 d'un camp de travail à Monowitz pour rapprocher la main-d'œuvre concentrationnaire des usines de Buna. Ce camp de concentration (Ausch-

witz II), le premier »initié et financé par une entreprise privée«, inaugure une coopération entre SS et industrie d'armement, qui servira de modèle pour la mise au travail forcé dans les autres camps de concentration. La construction d'un troisième camp prévu pour 200 000 prisonniers de guerre soviétiques en octobre 1941 soulignent les interactions entre déroulement de la Seconde Guerre mondiale en Europe et élaboration de la »Solution finale«. La mortalité des prisonniers, l'échec du *Blitzkrieg* à l'est et ses conséquences idéologiques sont à l'origine de la transformation du camp d'Auschwitz-Birkenau en centre de mise à mort immédiate. Auschwitz III devient cette »fabrication de cadavres« (Hannah Arendt) constamment perfectionnée (sélection qui envoie directement aux chambres à gaz-crématoires 80% d'un convoi, utilisation des détenus devenus marchandises pour l'économie du Reich, etc.). À l'automne 1944, 155 000 détenus ont été transférés vers des camps de concentration du *Altreich* devant l'avancée des troupes soviétiques qui découvrent le 27 janvier 1945 600 cadavres et 7000 détenus.

L'ouvrage précise en quoi Auschwitz est à la fois un camps de concentration régi par les mêmes règles que celles des autres camps (règne de la violence; conditions de vie et de travail exterminatrices; double hiérarchie, celle des SS et celles des détenus; traitements différenciés des détenus selon des distinctions, sociale, politique et raciale ...) et un hapax dans les réalisations concentrationnaires (tatouage généralisé en 1942; camps des familles, pour hommes et pour femmes; nombre inédit de victimes, entre 1,1 et 1,5 millions ...). L'auteur tente enfin de définir les acteurs et leurs motivations, convergentes et rivales: SS tout d'abord, hautes personnalités nazies, mais aussi industriels. Sans oublier la ville d'Auschwitz ni le millier de travailleurs civils employés dans les camps. Et de rappeler que le bon fonctionnement du complexe reposait sur l'implication de ces hommes convaincus. Quant à savoir ce que chacun savait réellement, Steinbach tente d'apporter une réponse circonstanciée.

Le second aspect de la synthèse concerne le projet urbain des nazis. Comment cette petite ville de 14 000 d'habitants en 1940, qualifiée d'»Oświęcimer Jerusalem«, est-elle devenue Auschwitz, ville modèle de la *Volkstumspolitik* à l'est? La tradition culturelle de la ville depuis le Moyen Âge (point de contact entre Slaves et Allemands; rapports étroits entre catholiques et juifs) explique l'essor et l'intégration remarquable de la communauté juive. En 1939, elle constitue plus de la moitié de la population tandis que la présence allemande est insignifiante. L'invasion de la Pologne, première étape de la conquête partie de l'»espace vital« à l'est, lance la politique de (re-) germanisation de ces territoires fondée sur un *Ostimperialisimus*. Elle doit déboucher sur la redistribution des populations d'Oświęcim selon un principe raciste. Or, en 1939, personne n'y est allemand selon les conceptions raciales nazies! Cet obstacle relègue la ville au second plan, épargnant pour un temps ses habitants de la déportation qui accueillent alors les juifs des villes en pleine restructuration. Mais l'ouverture de l'usine IG-Farben fait de la ville le *Muster der Ostsiedlung* (idéal de développement conciliant prospérité économique et pureté raciale et »rempart de la germanité« contre l'Est barbare). Désormais rebaptisée Auschwitz et finalement rattachée au III^e Reich, elle est nettoyée de tout élément non »re-germanisables«. Au printemps 1941, elle a perdu la moitié de sa population et compte 90% de Polonais. Les conditions de vie sont améliorées pour attirer des populations allemandes, SS, pour lesquels la »vie de famille SS servait, autant que l'extermination de masse, la construction d'une *Volksgemeinschaft* racialement pure« comme travailleurs d'IG-Farben qui assure à la ville électricité et chauffage. Malgré la mégalomanie des projets prévoyant une ville de 70–80 000 habitants, les réalisations sont plus modestes (6000 *Reichsdeutsche* installés). Seuls les bombardements des villes du *Altreich* mi-1943 feront affluer les populations allemandes. La ville modèle d'Auschwitz disparaît définitivement en septembre 1945 lorsqu'évacuée, elle redevient Oświęcim, une ville polonaise de 7300 habitants (5000 Polonais, 2000 *Volksdeutsche* et 186 juifs). Les trois derniers chapitres traitent l'histoire d'Auschwitz après la guerre. Les camps (excepté Monowitz) sont réutilisés par les autorités soviétiques avant d'être remis en 1946 aux autorités

polonaises qui décident d'en faire un mémorial. Inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO, il accueille un demi-million de visiteurs par an.

L'auteur évoque la dimension judiciaire des crimes qu'on ne peut ni punir ni pardonner commis à Auschwitz en présentant les différents procès et l'évolution de la perception d'Auschwitz par les sociétés européennes: Pologne, Tribunal international de Nuremberg et juridictions alliées, RFA des années 50 qui abandonne les poursuites contre des accusés facilement réintégrés et tournant qu'ont constitué les quatre procès allemands entre 1964 et 1976, inauguré par le procès de Francfort (350 témoins, plus de 20 000 personnes présentes sur les vingt mois du procès). C'est dans cette perspective de *Vergangenheitspolitik* que Steinbacher conclut son ouvrage en s'intéressant aux «mensonges d'Auschwitz» apparus dès la fin de la guerre et à leurs impacts sur la société allemande.

On ne peut qu'apprécier la clarté de l'exposé, malgré certaines approximations (localisation de la *Judenrampe*) et simplifications (cinq pages pour l'élaboration de la «Solution finale» à l'échelle de l'Europe). Deux grands reproches peuvent cependant être formulés: le choix d'écriture qui n'accorde pas une voix suffisante aux victimes, Steinbacher ayant préféré dresser à grands traits la condition des détenus plutôt que d'utiliser des témoignages. De même l'absence étonnante de questionnement sur la double posture de survivant/témoin après Auschwitz. D'autre part, en se cantonnant au domaine judiciaire après 1945, elle manque un enjeu fondamental: pourquoi est-ce Auschwitz qui est devenu lieu de mémoire, au sens propre du terme, de la nation polonaise (rien sur Maximilian Kolbe ni sur la visite de Jean Paul II), de la Shoah, de la nouvelle Allemagne, etc.? Les débats des années 90 autour du musée et des pavillons nationaux auraient pu amorcer une réflexion sur les muséographies mises en place, sur leurs supports et leurs finalités, sur les publics visés et expliquer ainsi pourquoi Auschwitz reste une «plaie ouverte» (I. Kertész) 60 ans après.

Fabien THÉOFILAKIS, Paris

Alexandra-Eileen WENCK, *Zwischen Menschenhandel und »Endlösung«*. Das Konzentrationslager Bergen-Belsen, Paderborn (Schöningh) 2004, 444 p. (Sammlung Schöningh zur Geschichte und Gegenwart), ISBN 3-506-77511-1, EUR 39,90.

Issu d'une thèse soutenue en 1997 à l'université de Münster, sous la direction de Hans-Ulrich Thamer, cet ouvrage entend montrer la singularité de ce camp créé le 10 mai 1943 et ses différentes fonctions durant les vingt trois mois de son existence. Selon une historiographie plus complexe que celle décrite jusqu'à présent, il s'agit de mettre en lumière en quatre chapitres précédés d'une longue introduction dans quelles circonstances ce «camp d'internement mal géré» est devenu une dernière station de la «Solution finale». Le titre faisant allusion aux marchandages des autorités nazies visant à obtenir des devises et des marchandises indispensables ainsi que la libération d'Allemands internés à l'étranger en échange de concentrationnaires juifs disposant de la nationalité des pays concernés (Grande-Bretagne, États-Unis, Palestine) auxquels s'ajoutent ceux disposant de passeports de pays neutres ou alliés du III^e Reich.

Une ordonnance de Kaltenbrunner, successeur de Heydrich au RSHA, du 5.3.1943, définissait les catégories de juifs à sélectionner pour ce camp initialement qualifié «d'internement de civils», puis de «camp de séjour». Avec un «camp spécial» pour les juifs polonais titulaires d'un passeport de pays d'échange ou d'un certificat de Palestine. Un «camp des neutres» pour les juifs ressortissants de pays neutres ou alliés. Un «camp d'étoiles», essentiellement destiné aux juifs néerlandais titulaires de papiers agréés par un pays d'accueil, mais contraints, contrairement aux deux catégories précédentes, de porter l'étoile. À ces trois camps s'ajoutent ensuite un groupe de juifs hongrois destinés à être cédés aux Alliés à la suite des négociations entre le Dr. Kastner, représentant l'organisation sioniste Vaada et la